

# LE DEVOIR

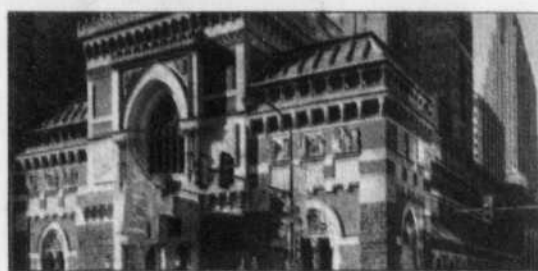
# Société

## LES ARTS ET LA VILLE

### GATINEAU

Rendez-vous est donné aux édiles et acteurs culturels du 11 au 13 mai prochain

Page 3



### PHILADELPHIE

Une ville renaît par les arts

Page 4

# Paysages en mutation



SOURCE FTBS

Il en était l'an dernier à sa huitième mouture: le Festival de théâtre de rue de Shawinigan est devenu en Mauricie un événement majeur. Il s'inscrit dans le paysage culturel québécois comme un autre de ces rendez-vous dont l'objectif est autant culturel qu'économique ou touristique. Par sa nature, il démontre qu'il est loin le temps où les villes comptaient sur les seuls tournois de base-ball ou de hockey pour offrir un «divertissement» à leurs populations.

En fait, si culture et sport étaient souvent rangés sous la même enseigne, celle du loisir, aujourd'hui, ils suivent des voies différentes et la culture est devenue un outil pour le développement non seulement des États et des grands centres, mais aussi pour de multiples municipalités ou MRC québécoises. Un indice de cette transformation est que le discours des promoteurs des grands festivals porte souvent plus sur les millions de personnes que leurs événements déplacent que sur le contenu artistique de la manifestation. Pourtant, la présence de quelques journées vécues avec grand éclat en juin, août ou février suffit-elle pour dire que les villes et les territoires se transforment?

Car sommes-nous citoyens du Québec contemporain qu'il nous devient nécessaire d'admettre que la société dans laquelle nous vivons est en pleine mutation: une dernière preuve, si elle est pour certains nécessaire, serait ce dernier relevé statistique qui démontrait que, à Montréal, les écoles francophones avaient une population étudiante à majorité d'origine allophone: si des élèves parlent français dans les classes, ce n'est pas nécessairement le cas le soir lorsqu'ils retournent à la maison.

#### Laos et Tibet en Québec

Que les villes aient des problèmes d'infrastructures allant de la

qualité de l'eau à l'asphaltage des rues, cela a toujours été le cas. Là où il y a une différence, c'est dans les services directs à des populations dont la nature est loin d'être unique: si le Québec politique sait comment il lui est difficile de soutenir son caractère de «société distincte», à quoi s'attendent donc ces petits flots familiaux qui parsèment maintenant villes et villages du même territoire?

#### La société

dans laquelle

nous vivons

est en pleine

mutation

La culture, de fait ou par les actions qui la transforment, a toujours été un élément d'identification: les discours sur la diversité culturelle se veulent autant de témoignages sur le maintien des caractères distincts pour garantir la survie, et la paix, de territoires à l'image et au contenu éclatés.

Pourquoi pas alors une fête laotienne à Montréal-Nord ou un festival tibétain en Gaspésie, tout comme un événement centré sur le lama en Montérégie?

#### Défis des villes

Un organisme comme Les Arts et la Ville a compris qu'un débat dont l'objectif serait la seule promotion de la tenue d'événements à portée artistique ou culturelle ne suffit plus pour répondre aux défis qui animent les territoires des sociétés actuelles. Pour sûr, même pour les formules maintenant bien établies, il y a encore nécessité de démontrer que leur survie, pour plus d'une, tient à un fil: l'Orchestre symphonique de Montréal n'est-il pas en crise en raison d'un financement inadéquat imposant à ses employés des gels de salaire qui perdurent? Les outils culturels reconnus n'ont-ils pas tous des problèmes récurrents d'équilibre des budgets, entraînant même la fermeture d'un festival international de danse pourtant bien établi?

De cela, on en parle. Mais où l'association dont il est ici question innove, c'est en invitant le monde municipal et les artistes à

tenir une réflexion qui englobe le nouveau caractère démographique des villes. Une expérience comme l'école de langues que soutient la municipalité de Trois-Pistoles prend ainsi l'affiche, à l'instar du projet de Gatineau qui veut remettre au goût du jour l'idée de villages, et ce sur tout son territoire.

#### Transformations

Pourtant, là où l'enseignement sera lourd, c'est dans la thématique générale qui recouvre tout le programme: «Mutations sociales et vitalité culturelle locale: enjeux et perspectives» est le thème retenu pour ces trois jours de rencontre à Gatineau, du 11 au 13 mai prochain. Comme le déclare Jean Perrault, maire de Sherbrooke et coprésident de l'organisme, «il était difficile de passer à côté des grandes transformations démographiques que nous vivons, que ce soit à cause du vieillissement de la population ou de l'immigration. Même chose pour la mondialisation des marchés et les innovations technologiques. Nous avons donc senti le besoin de nous demander quels impacts ces phénomènes pouvaient avoir sur le plan culturel. Non seulement au sens de la consommation de biens culturels, mais aussi sous l'angle de la culture fondamentale, du tissu social.»

Un débat ainsi formulé va beaucoup plus loin que le seul cadre municipal, ce à quoi réplique l'autre membre de la coprésidence, Lise Bissonnette, p.-d.g. de la Grande Bibliothèque du Québec: «Le monde politique québécois étant ce qu'il est, le rôle des municipalités est crucial pour le développement culturel. Les élus municipaux sont des acteurs de premier plan. S'ils choisissent de ne pas participer, ça ne peut pas fonctionner.»

Place donc à une nouvelle culture, qui un jour sera le reflet d'un nouveau visage, celui des villes... et des villages.

Normand Thériault

#### CRÉATION

Pratiques artistiques émergentes

Arts classiques

Page 2

#### DÉMOGRAPHIE

Transformations

Solutions lyonnaises

Page 4

#### STRATÉGIES URBAINES

Ville-Marie, Montréal et Trois-Pistoles

Page 5

Gatineau

Page 6

# LES ARTS ET LA VILLE

Pratiques artistiques émergentes

## L'argent n'est pas au rendez-vous

Des jeunes créateurs s'expriment!

Manque d'espaces de création, de diffusion et d'équipement: les jeunes créateurs font preuve d'une débrouillardise exemplaire dans l'exercice de leur art. Un partenariat avec les villes pourrait peut-être faciliter leurs démarches.

MARILYSE HAMELIN

Par un matin pluvieux de semaine, Philippe Venne doit travailler à la maison afin de s'occuper de son enfant en bas âge, malade ce jour-là. Le musicien de Québec a fondé les Soirées de musiques fraîches en 1997 et espère ainsi contribuer à une plus large diffusion de la musique actuelle. En 2001, il lançait les soirées d'improvisation musicale, dont le succès ne se dément pas depuis lors. S'il a accepté l'invitation du colloque Les Arts et la Ville, c'est pour témoigner des obstacles qu'il rencontre dans sa pratique et qui nuisent au développement de ses soirées.

Philippe Venne affirme qu'il n'y a pas d'espace pour les nouveaux organismes sur le «marché» des subventions, tant au niveau municipal qu'au Conseil des arts et des lettres. «Soirées de musiques fraîches a fait deux demandes de subvention ces deux dernières années et, à chaque fois, nous avons été recommandés par le jury, mais le Conseil des arts dit ne pas avoir de nouvel argent disponible.» À la Ville, même son de cloche, pas de nouvel argent à mettre dans le système. «On a été chanceux: normalement on aurait eu la même réponse négative à la Ville, mais un organisme a disparu de la carte au moment où nous avons fait notre demande de subvention, alors on a pu recevoir les sommes qui lui étaient allouées.»

Le plan de financement est extrêmement déterminant dans la survie d'un jeune organisme dédié à la création: «Il y a la question de la main-d'œuvre — on doit payer les artistes — sans compter tous les aspects de développement organisationnel.» À Québec, les Soirées de musiques fraîches occupent une bonne place sur la scène culturelle et survivent grâce à l'organisation d'événements en collaboration

avec d'autres organismes, mais il reste que diriger un tel organisme demeure un acte de foi. Parlez-en à l'artiste: «Présentement, je reçois la moitié d'un salaire; je suis seul pour tout organiser car je n'ai pas les moyens d'avoir des employés. J'arrive à produire une vingtaine de spectacles par année dans ces conditions, mais pour survivre, je dois aussi accepter des contrats de musicien pour différents spectacles.»

Dans ce contexte difficile, l'épuisement est fréquemment le lot des jeunes artistes. C'est pourquoi Philippe Venne espère apporter au colloque de Gatineau en mai un témoignage instructif qui saura sensibiliser à la situation des jeunes créateurs. «Je trouve super d'avoir été invité à ce colloque et je n'y vais pas avec l'idée de foncer dans le tas comme un bulldozer, mais pour démontrer froidement l'état des choses.»

### Villes et artistes: il faut se parler!

Situé à Rimouski, Caravansérail est un centre de création dédié au soutien et à la promotion de la relève en art visuel. L'organisme a pour mission de retenir et d'attirer les jeunes artistes en région. «Comme il n'y a pas d'université qui offre une formation en art visuel dans le Bas-Saint-Laurent, les jeunes doivent s'exiler et souvent ne reviennent pas dans la région après leurs études. Le Centre leur offre un espace de création en même temps qu'un lieu de diffusion», explique Marianne Coineau, fondatrice et coordonnatrice de Caravansérail.

Le Centre fournit matériel, atelier, salle d'exposition, et accueille tout au long de l'année de jeunes créateurs en résidence. «Le Centre permet aux créateurs de se regrouper, de discuter, et suscite un échange entre la relève et les artistes déjà établis qui fréquentent eux aussi le Centre. Un organisme



PASCAL RATTHE

Les disciplines les plus populaires auprès des adolescents sont la vidéo et le graffiti.

comme le nôtre permet un brassage des idées, c'est une richesse inestimable pour une municipalité. C'est ce qui est de plus en plus compris par la Ville, mais il y a encore du travail à faire.»

Les demandes des artistes sont pourtant très réalistes: des locaux à coût raisonnable, le prêt des équipements nécessaires tels un système de son, des meubles, etc. Marianne Coineau souhaite donc, par son allocation au colloque, contribuer à sensibiliser les villes et à stimuler le dialogue entre les municipalités et leurs jeunes artistes. «Souvent les ressources existent, mais les artistes ne savent pas comment y avoir accès. Nous souhaitons une attitude plus proactive [sic] de la part des villes afin de soutenir la démarche des créateurs, qui apportent tellement au développement des communautés!», résume la fondatrice de Caravansérail.

### Kino: la magie du bouche à oreille

«Ce qui est drôle, c'est que je n'avais jamais osé faire de démarche auprès de la Ville pour de l'aide, lance Tristan Arnaud, coordonnateur de Kino Hull. L'invitation au colloque est pour moi une invitation en ce sens! J'ai envie de demander des locaux à la Ville de

Gatineau, car nos soirées sont de plus en plus populaires. À chaque mois la participation augmente.» Tristan Arnaud désire avant tout faire connaître son organisme et espère rencontrer des élus municipaux à l'occasion du colloque. «Je suis à peu près certain que la Ville ne sait même pas qu'on existe!», affirme-t-il.

En effet, pour un organisme de la marge — la plupart des rencontres s'organisent grâce au bouche à oreille —, le succès obtenu par les soirées Kino à Gatineau est impressionnant. «Certaines de nos soirées attirent entre 100 et 250 personnes. Pour une ville de fonctionnaires comme la nôtre, c'est très bien», blague Tristan Arnaud. Selon lui, une certaine aide ponctuelle de la part des villes est envisageable, mais «ne pas avoir de subvention, c'est aussi la liberté totale de création.»

### Les 12-17 ans, des oubliés?

Lieu de diffusion et de création, Oxy-jeunes s'adresse aux jeunes Montréalais de 12 à 17 ans. On y pratique plusieurs disciplines, les plus populaires auprès des adolescents étant la vidéo et le graffiti. Selon François Bergeron, directeur de l'organisme, l'offre de service en création pure en dehors des milieux scolaires et parascolaires est quasi inexistante. «À l'école, toutes les activités culturelles sont liées à des objectifs d'apprentissage. Pourtant, donner une voix aux jeunes, leur donner un espace pour s'exprimer librement, c'est très important!»

La prolifération des graffitis dans les lieux publics en est un bon exemple, selon lui. «Depuis 1995 que l'on réclamait des "murs légaux" pour permettre aux jeunes d'exercer leur art. Ça pris huit ans de débats entre les élus pour commencer à en avoir. En attendant, les jeunes n'ont pas attendu, ils en ont fait partout, et parfois à leurs risques et périls. Il faut que la réaction soit plus rapide par rapport à la réalité des pratiques émergentes.»

CULTURE

## Stagnation!

Les arts classiques occupent la même place depuis 40 ans

Les peuples puisent dans leur existence même des façons de vivre qui deviennent leur culture, laquelle s'exprime à travers une gestuelle et un rituel omniprésents. Les arts en sont la manifestation et certains d'entre eux, toujours qualifiés de classiques, remontent loin dans le cours des civilisations. Que sont devenus ces arts classiques et quel sort leur est-il réservé dans les sociétés modernes?

RÉGINALD HARVEY

D'emblée, François Colbert, professeur titulaire de marketing à l'École des hautes études commerciales de Montréal (HEC), cerne le sujet: «Le mot "art" recouvre tout. On a l'habitude de parler des sept arts majeurs, y compris le cinéma et l'architecture. Il est question autant de la création et de la diffusion que de la conservation.»

En matière de marché et de consommation, la situation des arts classiques est demeurée stable au cours des 40 dernières années, non seulement au Québec, mais dans tous les pays industrialisés. «Les gens qui consomment de la musique classique, qui lisent des romans, qui vont au théâtre, qui fréquentent les musées, etc., ce sont des personnes scolarisées. On voit en majorité parmi eux des individus détenteurs d'un diplôme universitaire et ils forment le gros de la clientèle.» S'il existe une variable dans ce marché, elle est constituée par une croissance qui va de pair avec l'augmentation du taux de scolarisation.

François Colbert ré- sère à ce qui s'est passé en France. Dans un petit document de deux pages, le ministère de la Culture de ce pays indiquait que toutes les études de fréquentation effectuées au cours des 30 dernières années arrivaient à de semblables résultats: «Et ce, malgré l'objectif de la politique de démocratisation de la culture établie par Malraux dans les années 1960, qui se résumait dans cette formule: "Les gens vont être illuminés par la beauté." Autrement dit, il suffit de rendre les œuvres disponibles pour que le public les admire et les consomme. Ce n'est pas ce qui est arrivé. On a eu beau augmenter l'offre de façon exponentielle en doublant le budget de la culture dans les années 1980, cela n'a rien donné. La clientèle est toujours formée du même genre de personnes, soit des gens scolarisés, quand on parle de culture classique.»

### Surconsommation de produits et saturation des publics

Il n'en demeure pas moins qu'il y a de nos jours une consommation effrénée de produits culturels sous diverses formes. Le professeur fait état des réalités actuelles: «Il est ainsi, à moins de décréter que la musique populaire, le téléroman et un film diffusé à la télévision ne sont pas culturels. Le consommateur est ici devenu roi dans une situation où le marché est sursaturé.»

Tant du côté des arts populaires que classiques, les populations ont maintenant l'embarras du choix. Les plus scolarisés continuent de privilégier le classique, mais leur curiosité intellectuelle les incite à consommer toute une gamme de produits culturels: «Ils peuvent tout aussi bien écouter une pièce de jazz et un chanteur populaire qu'un concert symphonique. Ils peuvent lire un roman historique ou à l'eau de rose. Ils consomment de tout, alors que les gens qui sont moins instruits ne se dirigent que vers l'art populaire.» M. Colbert met en chiffres les effets de ce comportement: «En musique classique, vous avez les deux tiers de l'auditoire qui détient un diplôme universitaire. Or, il n'y a que 20 à 22 % de la population qui détient un tel diplôme. Du côté populaire, le public est constitué à 50 % de personnes détentrices d'une formation secondaire ou moins.»

Il existe aussi une saturation des produits dans l'environnement classique, ce que mettait franchement en lumière le comédien Raymond Cloutier il y a quelques années. Une assistante de recherche du professeur a préparé à l'époque une étude élargie sur la question, dont les résultats valent toujours: «Elle a calculé le nombre de spectacles offerts, populaires et autres, dans la grande région métropolitaine de Montréal. On est arrivé à au-delà de 11 000. Si vous voulez suivre toute l'actualité théâtrale à Montréal, vous y passeriez toutes vos soirées sans avoir rien consommé en danse, en musique ou en cinéma,



CHRISTINE MUSCHI REUTERS

La clientèle de la musique classique continue d'être composée surtout de gens scolarisés.

sans avoir rien lu et sans avoir regardé la télévision. Et vous seriez sorti tous les soirs.»

À ce propos, François Colbert sert en preuve, au sujet d'une relative stagnation des marchés, une étude qu'il vient de compléter pour le gouvernement du Québec: «Celui-ci montre que les dépenses de loisir, au cours des 10 dernières années, n'ont à peu près pas augmenté. Les arts de la scène et les voyages se sont montrés performants à l'intérieur de cela, au détriment du livre, des musées et du sport.» Tout

indique que, dans le contexte actuel, la demande pour le loisir est stable. Sans compter que diverses formes de saturation ont affecté, dans le domaine des arts, les trois marchés potentiels, ceux des consommateurs, des subventionnés et des commanditaires.

### Les perspectives d'avenir

Une fois cette analyse complétée, il jongle avec les éléments en place pour le futur: «Le problème dans le domaine des arts, c'est ce que les économistes appellent une barrière à la sortie: les artistes veulent tellement rencontrer leurs aspirations qu'ils sont prêts à crever de faim pour y arriver. Les forces économiques ne jouent pas ici et dans n'importe laquelle autre industrie, il y a bien longtemps que de nombreuses compagnies seraient sorties du marché.» Il ne prévoit aucune solution de ce côté, ce qu'enseigne l'histoire de l'humanité, qui est ponctuée de témoignages d'artistes tirant le diable par la queue.

De nos jours, ces fous du roi, dont les mécènes ont été remplacés par l'État, arrivent d'autant mieux à vivre de leur art dans des sociétés riches. François Colbert s'insurge contre la théorie de Richard Florida qui renverse la vapeur en cette matière: «Il dit des conneries quand il prétend que les villes créatives génèrent la prospérité économique. Il a raté une coche quelque part. Ça va plutôt dans le sens inverse, à savoir que plus les villes sont riches, plus elles attirent des artistes, plus elles sont créatives. C'est séduisant, mais ça ne tient pas la route. C'est comme de dire: parce que les oiseaux chantent le matin, le soleil se lève. Il est étonnant qu'un économiste se trompe ainsi entre une corrélation et une relation de cause à effet. Il y a une corrélation entre les oiseaux qui chantent et le soleil qui se lève, mais ce n'est pas pour cette raison qu'ils chantent; ils le font pour protéger leur territoire.»

À la suite de cette mise au point, il détermine les défis qui se posent, en précisant qu'il faudra voir quel sera le poids des influences des communautés culturelles en constante croissance. Il se demande également quel sera le niveau et le choix de consommation des baby-boomers une fois qu'ils auront massivement pris leur retraite. Il pointe un autre segment important du marché, celui des jeunes. François Colbert se questionne sur leurs préférences: «S'ils restent accrochés aux arts classiques dans les mêmes proportions que la population d'aujourd'hui, ça veut dire que le marché va fluctuer uniquement en fonction de la taille des populations et qu'il risque de demeurer stable.» Et il conclut en précisant que, dans bien des cas, il faut aussi prendre en compte le fait qu'il est devenu difficile de tracer la ligne de démarcation entre ce qui est classique et ce qui ne l'est pas.

I8<sup>e</sup> colloque annuel  
Les Arts et la Ville  
Du 11 au 13 mai 2005  
à la Maison du Citoyen,  
25 rue Laurier, Gatineau

Mutations sociales  
Métamorphoses culturelles

### Plus d'une quarantaine de conférenciers du Québec et d'ailleurs :

Line Beauchamp, ministre de la Culture et des Communications / Yves Ducharme, maire, Gatineau / Jean Perrault, maire, Sherbrooke / Lise Bissonnette, p.-d. g., Bibliothèque nationale du Québec / Simon Langlois, sociologue, Université Laval / Karen A. Lewis, dir., Avenue of the Arts, Philadelphie, États-Unis / François Colbert, prof., HEC Montréal / Jean d'Amour, maire, Rivière-du-Loup / Gérard Klein, d. g., Société de construction anonyme de la Ville de Lyon, France / Dominique Violette, d. g., Carrefour international de théâtre de Québec / David Moss, d. g., Opéra de Montréal / Réjean Chartrand, dir., Développement économique et Projets stratégiques, Ville d'Ottawa / Ollivier Dyens, dir., maîtrise en littératures francophones et résonances médiatiques, Université Concordia / Jean Payeur, d. g., Institut canadien de Québec / Sylvie Lachance, d. g., Montréal, arts interculturels (MAI) / Robert Tremblay, v.-p., Les Productions Vic Pelletier inc / Louise Poirier, membre du comité exécutif, Gatineau, ... et plusieurs autres.

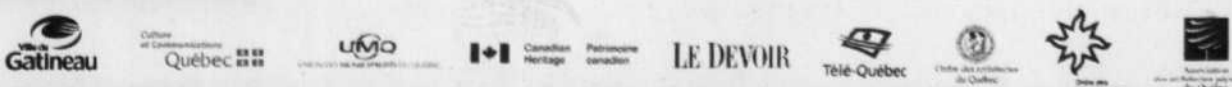
### Les plénières

Mutations sociales et vitalité culturelle locale : enjeux et prospective  
Quel avenir pour la culture classique ?  
Pratiques émergentes : la vision des jeunes  
Les alliances avec le privé, une réponse stratégique aux changements ?  
Culture et immigration  
La culture, une force d'occupation territoriale ?

### Les ateliers

Le village urbain : arts et culture au coin de la rue  
La lecture au rythme du techno  
Les regroupements : être propriétaire et créer des pôles pour mieux gérer son développement  
Revitalisation urbaine : la culture, un levier économique qui interpelle le privé  
Les villes et leurs événements : des leviers pour l'image de marque !  
Les bibliothèques publiques du XXI<sup>e</sup> siècle : vers une révolution des services et de l'environnement  
Un partenaire privé dans une entente de développement culturel ?  
Maillage avec l'entreprise privée : le cas de la salle de spectacle de Ville-Marie  
La culture, une passion qui se mesure !  
La gestion des protocoles d'ententes

### Nos partenaires



Les Arts et la Ville est financée par :

Le programme complet du colloque est disponible au [www.arts-ville.org](http://www.arts-ville.org)



870, avenue de Selaberry, bureau 302  
Québec (Québec) G1R 2T9  
Téléphone : (418) 691-7480  
Télécopieur : (418) 691-6119  
Courriel : [info@arts-ville.org](mailto:info@arts-ville.org)

## • LES ARTS ET LA VILLE •

La rencontre de 2005 à Gatineau

# Au cœur des transformations sociales

« Les élus municipaux sont des acteurs de premier plan »

Il ne se passe pratiquement pas une journée sans que le vieillissement de la population, les innovations technologiques ou la mondialisation des échanges fassent les manchettes. Ces changements hautement médiatisés ont des impacts sur l'ensemble des sphères d'activité, la culture incluse. Comment ces nouvelles réalités influencent-elles l'offre et la demande culturelles? Pourquoi? Et de quelle manière y faire écho? Voilà quelques-unes des voies de réflexion explorées dans le cadre du 18<sup>e</sup> colloque annuel de l'organisme Les Arts et la Ville, qui se tiendra les 11, 12 et 13 mai prochain à Gatineau.

GUYLAINE BOUCHER

« Quand est venu le temps d'arrêter les grands thèmes de ce colloque, nous avons échangé sur

différentes problématiques, explique le maire de Sherbrooke et coprésident de l'organisme, Jean Perrault. Nous en sommes toutefois rapidement venus à la conclusion qu'il était difficile de passer à côté des grandes transformations démographiques que nous vivons, que ce soit à cause du vieillissement de la population ou de l'immigration. Même chose pour la mondialisation des marchés et les innovations technologiques. Nous avons donc senti le besoin de se demander quels impacts ces phénomènes pouvaient avoir sur le plan culturel. Non seulement au sens de la consommation de biens culturels, mais aussi sous l'angle de la culture fondamentale, du tissu social. »

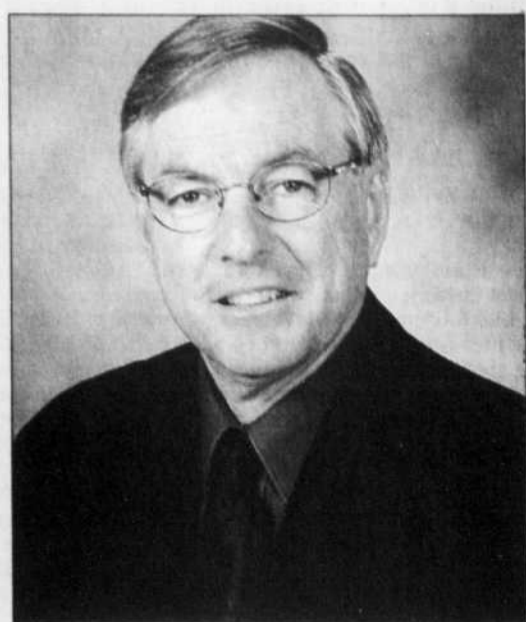
Plus largement, pour Lise Bissonnette, présidente-directrice générale de la Bibliothèque nationale du Québec et aussi coprésidente de Les Arts et la Ville, « le colloque offre l'occasion de voir jusqu'à quel point le développement culturel peut avoir un impact sur la société, comment, en plus de représenter des retombées économiques importantes en matière de tourisme et d'emplois notamment, il peut transformer la vie des gens. »

Concrètement, plusieurs des ateliers du colloque, dont la plénière d'ouverture intitulée « Mutations sociales et vitalité culturelle locale: enjeux et perspectives », examineront ces questions. C'est le cas notam-



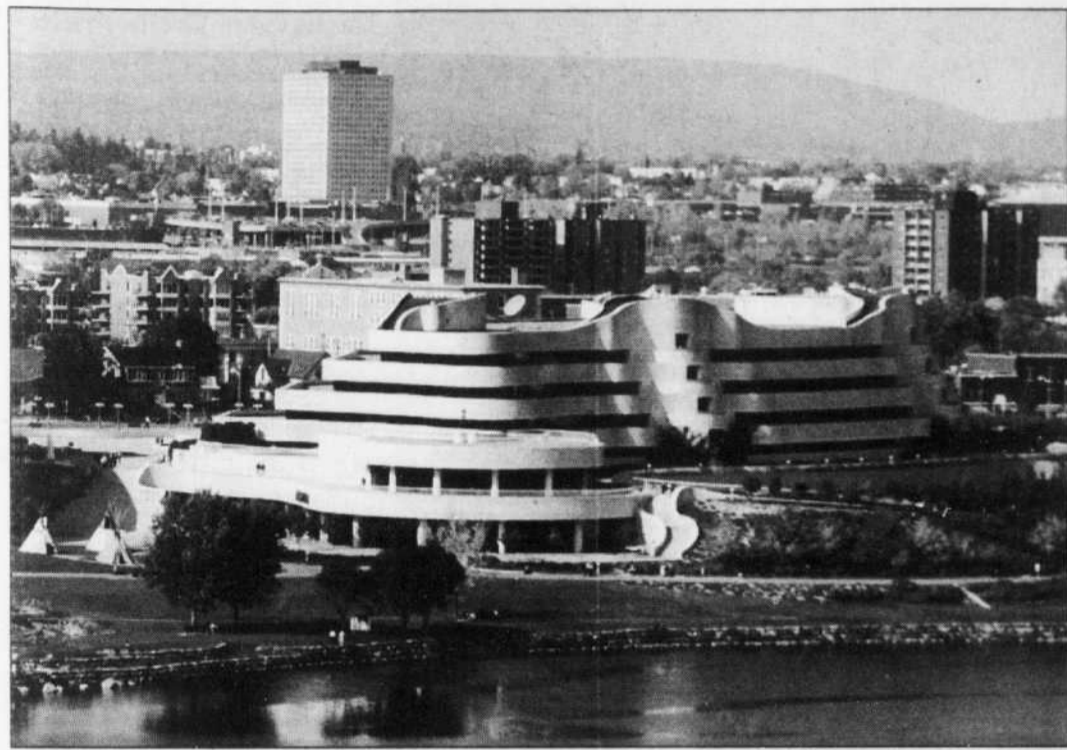
JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La présidente et directrice générale de la Bibliothèque nationale du Québec, Lise Bissonnette.



SOURCE VILLE DE SHERBROOKE

Le maire de Sherbrooke, Jean Perrault.



SOURCE MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

Le Musée canadien des civilisations, à Gatineau.

ment de celui traitant de l'intégration et de la mise à contribution des communautés immigrantes, ou encore des récentes innovations technologiques en matière de lecture. Même le sort des bibliothèques publiques sera examiné. C'est que, explique Lise Bissonnette, « le réseau vieillit et même des bibliothèques comme celles de Québec, qui ont longtemps été montrées en exemple, auraient besoin d'un autre tour de roue pour pouvoir continuer à exercer leur rôle de façon adéquate, non seulement en termes technologiques, mais aussi sur le plan des services. »

### Sur fond de PPP

Autre sujet dans l'air du temps, les partenariats public-privé seront aussi abordés dans le cadre du colloque. La ministre de la Culture et des Communications du Québec, Line Beauchamp, viendra même prononcer une allocution sur la question. « Dans le secteur culturel, quand on parle de la place de l'entreprise privée, on pense souvent à la recherche de mécènes ou encore à l'abandon du financement par l'État, explique Lise Bissonnette. On discute rarement de ces questions sous un autre angle. Il est selon nous important que les milieux culturels en débattent, c'est pourquoi nous avons choisi d'aborder le sujet de front. »

Par-delà les ateliers qui exploreront la question sous l'angle éthique, social et économique, la programmation compte d'ailleurs sur la présentation de quelques expériences concrètes de partenariats réus-

sis, dont le cas de la salle de spectacle de Ville-Marie au Témiscamingue et celui de la Ville de Sept-Îles, qui a choisi de miser sur le partenariat public-privé en matière de développement culturel. « Dans les petites villes tout comme dans les grandes, il se fait des choses très intéressantes, affirme à ce sujet Jean Perrault. La beauté d'un organisme comme Les Arts et la Ville, c'est qu'il permet d'asseoir tout le monde autour d'une même table — élus, gestionnaires municipaux et créateurs — pour mettre les choses en perspective et explorer des voies d'avenir en s'inspirant de ce qui se fait un peu partout. C'est extrêmement enrichissant. »

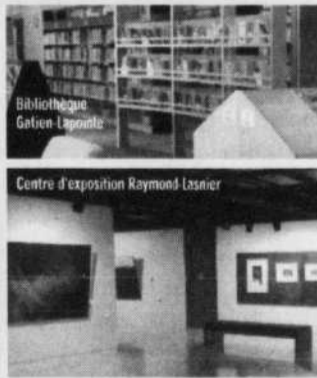
Enrichissant et de plus en plus dynamique, selon la présidente-directrice générale de la Bibliothèque nationale du Québec. « D'une année à l'autre, la programmation prend de l'ampleur et les réflexions vont plus loin. Le colloque de cette année est un modèle en ce sens, notamment parce que les gens de Gatineau ont mis énormément d'efforts tant dans la programmation que dans l'accueil. On sent d'ailleurs déjà la même effervescence pour le rendez-vous de l'an prochain. De plus en plus, les élus municipaux comprennent l'importance de la culture et un esprit de saine compétition est en train de s'installer entre les villes au plan culturel. C'est extraordinaire parce que, le monde politique québécois étant ce qu'il est, le rôle des municipalités est crucial pour le développement culturel. Les élus municipaux sont des acteurs de premier plan. S'ils choisissent de ne pas participer, ça ne peut pas fonctionner. »



Salle Amis-Allard-Roussin

## Maison de la culture de Trois-Rivières

Depuis septembre 2004, la Maison de la culture de Trois-Rivières est désormais ce lieu où le public, les artistes et les créateurs partagent quotidiennement dans un moment privilégié, l'imaginaire et le fantastique de l'art et de la littérature sous toutes ses formes.



Bibliothèque Gatien-Lepelletier

Centre d'exposition Raymond-Lesner

PHOTOS: Kristian Buisson / Osmar Joubert



CULTURE  
MONTREAL



Les arts et la culture nous transforment  
Montréal se réinvente  
au cœur des mutations sociales et des métamorphoses culturelles

CULTURE MONTREAL  
est fière de participer à la coalition  
LES ARTS ET LA VILLE

Devenir membre de Culture Montréal,  
c'est faire du développement de sa ville une affaire personnelle

Formulaire d'adhésion disponible à l'adresse  
www.culturemontreal.ca Pour information : 514-845-0303

Gatineau,  
ville-hôte du 18<sup>e</sup> colloque  
Les Arts et la Ville  
les 11, 12 et 13 mai 2005



La culture, une passion  
qui nous anime!

Mutations sociales  
M Métamorphoses culturelles

Venez partager votre passion!

Comment les changements démographiques  
transforment-ils le Québec?  
Les publics culturels changeront-ils?  
Les organismes culturels sauront-ils s'adapter?  
Quelles voies les municipalités choisiront-elles?



www.ville.gatineau.qc.ca/lesartsetlaville2005  
(819) 243-2300  
artsculturelletres@ville.gatineau.qc.ca



LES ARTS ET LA VILLE

Philadelphie

Renaissance du centre-ville
Broad Street est devenue Avenue of the Arts

Cinq kilomètres d'une même rue accueillent aujourd'hui théâtres et autres salles de spectacle, accompagnés par les commerces afférents. Philadelphie se donnait un nouveau visage il y a 12 ans. Pour le développement futur, il ne manque qu'une base budgétaire récurrente...

CLAUDE LAFLEUR

Il y a une vingtaine d'années, bon nombre de villes nord-américaines — dont Montréal et Philadelphie — étaient confrontées à une terrible situation: leur centre-ville se vidait au profit des banlieues. On assistait alors à un «effet de beigne», des centres-villes à l'abandon, des édifices commerciaux vides et aux devantures placardées, et des rues désertées...

Pour contrer cette décrépitude et revitaliser leur centre-ville, tant Montréal que Philadelphie ont fait appel aux attraits des arts. Montréal a insufflé de la vigueur à son centre-ville grâce à une succession de festivals de rue alors que Philadelphie a créé de toute pièce une Avenue des arts.

Sur une distance de cinq kilomètres, l'artère Broad Street du centre-ville de Philadelphie a été repeuplée de théâtres, de salles de concert, de musées, d'écoles d'art, etc., de même que de restaurants, d'hôtels et de commerces en tout genre.

Cette avenue des arts peut plus ou moins s'assimiler au quartier des arts qu'on espère créer au centre-ville de Montréal. Ainsi donc, l'expérience de Philadelphie peut servir d'exemple. D'ailleurs, la directrice de ce projet a de bonnes suggestions à faire car, s'il est relativement facile de revitaliser un centre-ville grâce aux arts, la poursuite d'un tel projet pose des défis auxquels on ne songe pas nécessairement au départ.

L'importance d'un chef de file

L'idée de créer cette Avenue des arts remonte aux années 1980, re-

late Karen Lewis, directrice de la corporation Avenue of the Arts Inc. (AAI). A l'époque, une société chargée de proposer des façons de revitaliser le centre-ville a déterminé que ce serait une bonne idée de créer un quartier des arts.

Toutefois, à l'époque, les conditions requises pour réaliser le projet n'étaient pas réunies. «Il n'y avait ni la volonté politique ni les ressources nécessaires pour concrétiser l'idée», précise Mme Lewis. (Est-ce un peu ce qui se passe à Montréal?) Il a donc fallu attendre l'entrée en scène de l'homme de la situation: Govenor Rendell.

«En 1992, un procureur très charismatique est devenu maire de Philadelphie, raconte-t-elle. L'une de ses priorités étant de revitaliser le centre-ville, ses conseillers lui ont fait valoir que l'aménagement d'une Avenue des arts serait un prodigieux coup de pouce économique. C'est ainsi que notre maire s'est impliqué à fond dans le projet... et il est même devenu notre meilleur allié!»

Dans un premier temps, Philadelphie a créé la corporation AAI, une société sans but lucratif qui devait catalyser les ressources nécessaires au développement économique et culturel du centre-ville.

Il s'agissait d'abord de développer la portion sud de la rue Broad, précise Karen Lewis. «Si vous et moi, on pouvait se retrouver sur la portion sud de Broad Street telle qu'elle existait il y a 12 ans, on n'y verrait pas le Wilma Theater ni le Clef Club ou le Kendel Center for the Performing Arts... De même, vous ne verriez pas la rénovation de la High School for Creative & Performing Arts, ni le charmant



Le Pennsylvania Academy of the Fine Arts, sur North Broad Street, à Philadelphie.

Streetscape... Vous n'y verriez pas non plus les nombreux restaurants, le Ritz Carlton, ni non plus la multitude de boutiques et de commerces... Non, à cette époque, le centre-ville était sur son déclin et vide le soir, comme c'était sans doute le cas dans bon nombre de villes américaines.»

«Victime» de son succès?

Au dire de Mme Lewis, 12 années après sa mise en œuvre, l'Avenue des arts est un franc succès puisqu'elle a contribué à revitaliser le centre-ville de Philadelphie.

C'est donc là une expérience dont Montréal pourrait s'inspirer pour la réalisation de son propre quartier des arts. Karen Lewis désire d'ailleurs nous faire profiter de son expérience.

«Vous savez, dit-elle, nous aimerions poursuivre le développement de l'Avenue des arts, particulièrement sa portion nord. Toutefois, nous nous butons à un obstacle majeur: les ressources financières nécessaires.»

Elle relate d'ailleurs que, si au départ les gouvernements et la communauté des affaires ont financé le projet, maintenant que l'Avenue est instituée, les bailleurs de fonds ont d'autres priorités. «Si seulement le gouvernement nous fournissait un montant de base — disons 500 000 \$ par année en guise de budget de fonctionnement —, voilà qui nous permettrait de nous concentrer sur notre mission: promouvoir et développer l'Avenue des arts, se plaît-elle à rêver. Tandis que là, au début de chaque année, on part avec un budget de presque 0 \$.»

«Si j'avais donc un avis à donner, poursuit-elle, ce serait: assurez-vous de disposer d'un financement récurrent!»

De même, les commerçants qui profitent de l'Avenue des arts ne se sont jamais fait demander d'y contribuer financièrement. Or, la directrice souhaiterait les voir à présent participer au financement du projet. «Mais vous savez, lorsque des gens bénéficient de services gratuits durant 12 années, c'est bien difficile par la suite de leur demander de les payer... Il faudrait donc, dès le départ, mettre tout le monde dans le coup...»

Outre le manque cruel de fonds pour poursuivre le développement de l'artère Broad Street — une grande nécessité, estime la directrice —, l'Avenue des arts pourrait bientôt être «victime» de son succès.

En revitalisant le centre-ville de Philadelphie, l'Avenue des arts a vu quantité de citoyens venir habiter ses abords. Voilà donc que les futurs développements de l'avenue devront tenir compte de cette population riveraine... une situation qui commence à se voir au centre-ville de Montréal.

«Par exemple, indique Mme Lewis, dans le cadre du développement de la portion nord, nous pourrions souhaiter ajouter davantage d'espaces de stationnement aux abords de l'avenue, alors que les citoyens pourraient préférer davantage de parcs...» D'ici quelques mois, sa société réalisera une série de consultations publiques pour savoir ce que veulent et ce que sont prêts à accepter les résidents du centre-ville.

Autrement dit, d'après l'expérience de Philadelphie, bien que celle-ci ait porté les fruits promis, il demeure toujours difficile d'effectuer le développement nécessaire. «Comme pour toute autre entreprise, nous devons sans cesse nous réinventer. Nous devons nous adapter aux changements et trouver de nouveaux moyens de poursuivre notre mission», conclure une Karen Lewis philosophe.

Démographie

Un Québec en mutation
«Déséquilibre entre les grands centres et le reste du Québec»

La culture se définit selon ceux qui la vivent et la produisent. Elle les représente, reflète leurs us et coutumes, et vit à travers leurs préoccupations et leurs ambitions. Une population qui se transforme équivaut donc à une culture en transformation. Ainsi, pour saisir les courants culturels présents et futurs, un coup d'œil aux mutations démographiques de la province s'impose. Le sociologue de l'université Laval Simon Langlois esquisse les principales mouvances démographiques de la province.

ULYSSE BERGERON

Sans parler de révolution culturelle, le professeur démontre par ses propos que le Québec est bel et bien en mutation. Une mutation qui trouve racine à l'intérieur d'un déclin démographique déjà amorcé et qui devrait s'accroître au fil des deux prochaines décennies. Même s'il est présentement stabilisé, le taux de natalité, qui fut à son plus bas au cours des années 1990, a entraîné dans son sillage des changements dont on ressent peu à peu les impacts. L'immigration est certainement l'un d'eux.

Immigration

De tout temps, le Québec s'est forgé à travers les différentes vagues migratoires, mais force est d'admettre que l'impact culturel s'est jusqu'à présent fait davantage sentir à Montréal. Mais cela tend à changer. «Le phénomène d'immigration commence à s'implanter un peu partout dans les régions. Il s'agit d'un phénomène important qui pourrait éventuellement changer le visage de l'ensemble du territoire, note le spécialiste.

Par exemple, la Beauce a récemment accueilli de nombreuses familles d'Amérique latine afin de pallier au manque de main-d'œuvre. Même phénomène à La Pocatière, où certains abattoirs ont demandé à de nouveaux arrivants de combler les emplois vacants. «Évidemment, cela risque de changer les perspectives culturelles, car cela amène beaucoup de personnes de cultures différentes dans un milieu jusqu'à présent presque entièrement canadien français», constate-t-il.

«La municipalité se mobilise parce qu'elle se dit que ces gens-là, si on veut les garder, il faut mettre en place les services nécessaires». Et puisque les petites municipalités sont plus facilement mobilisables, presque l'ensemble des intervenants a été mis à contribution: le maire, ses conseillers, le curé de la paroisse, etc., indique-t-il.

Appartenance

Pour que cette initiative réussisse et qu'elle ne se transforme pas en simple tentative, M. Langlois sous-entend qu'il est nécessaire qu'un effort des municipalités et de l'ensemble des décideurs aille dans le sens de la création d'une communauté culturelle plus ou moins homogène afin que les nouveaux arrivants puissent s'y retrouver. «À une certaine époque, on a

tenté de parsemer les immigrants un peu partout sur le territoire sans trop tenir compte de leur culture.» Résultat: plusieurs d'entre eux sont retournés dans la métropole afin d'y retrouver des liens d'appartenance. Il ne s'agit évidemment pas de créer des ghettos ethniques ou culturels, mais plutôt de créer un environnement propice à leur intégration. Et généralement, comme le note M. Langlois, une génération suffirait pour qu'un lien d'appartenance se crée.

Ces initiatives risquent évidemment de s'accroître au rythme de la décroissance démographique des régions. D'après de récentes données, la dépopulation frapperait six régions de la province, soit près du tiers du territoire québécois. Une situation qui n'est pas sans affecter le Québec. «Il y a présentement une sorte de déséquilibre entre les grands centres comme Montréal, et Québec dans une moindre mesure, et le reste du Québec. Il y a également, à l'intérieur même des régions, un déséquilibre qui s'installe entre les métropoles régionales — Sherbrooke, Rimouski, Matane, Trois-Rivières — et leurs environnements immédiats, c'est-à-dire les petites municipalités», fait remarquer le spécialiste.

Viellissement de la population

Autre moteur de transformation: le vieillissement de la population. Si celle du Québec n'est pas encore vieille, la tendance au vieillissement se fait par ailleurs sentir. De récentes projections faites par l'Institut de la statistique du Québec montrent que la proportion de personnes de 65 ans et plus passerait de 13 % en 2002 à 21 % en 2021. Un bond notable qui signifie que près de la moitié des Québécois auraient plus de 44 ans. Évidemment, cela n'est pas sans entraîner des changements profonds dans la demande de services.

Le mode de vie des Québécois a également changé au cours des récentes décennies. Le professeur rappelle qu'avant les années 1950, il n'existait à vrai dire que deux choix: la vie en famille ou la vie en communauté. À partir des années 1960, le choix de vivre seul s'est ajouté à la liste. Et depuis la moitié des années 1980, une nouvelle réalité a fait son apparition, soit le fait de «vivre en couple seul, c'est-à-dire vivre en couple sans qu'il y ait d'enfants ou, plus généralement, sans que les enfants, à partir d'un certain âge, restent à la maison». Notons au passage que la vie en communauté a, pour sa part, presque complètement disparu.

Maintenant, en quoi ces transformations pourraient-elles influencer le comportement des Québécois? Quels sont les impacts prévisibles, particulièrement en matière de culture? Simon Langlois affirme qu'il est difficile pour lui présentement d'avancer une réponse définitive. Mais une chose est certaine: les demandes de services, d'activités et de loisirs devraient changer au rythme des nombreuses transformations. Peut-on néanmoins affirmer qu'un effet boomers se fera sentir, que cette génération sera encore le principal moteur des choix de notre société? Encore là, M. Langlois relativise: au fil des prochaines décennies, le poids décisionnel devrait se répartir presque équitablement sur l'ensemble des générations, car la représentation en pourcentage devrait être relativement la même.

SACVL

Lyon propose une option alternative à la formule des PPP
L'art au service des espaces publics

Discrète, la Société anonyme de construction de la ville de Lyon (SACVL) constitue un joueur important pour la vitalité de cette ville française. Ses nombreux projets et son mode de fonctionnement marquent bien sa spécificité. Et l'intégration du patrimoine est très importante dans sa vision de l'aménagement urbain. Un exemple importable au Québec?

CHRISTIAN LÉVESQUE

En France, le terme «société anonyme» est utilisé pour désigner une entreprise à responsabilité limitée pour les actionnaires. Sous la loi française, un tel regroupement nécessite un minimum de sept actionnaires. Ainsi, la Ville de Lyon détient près de 77 % des actions d'une d'entre elles, spécialisée dans l'aménagement et la construction, dite «mixte», et plusieurs membres de son conseil d'administration sont des élus municipaux. Pourtant, la société est bel et bien une entreprise privée. Paradoxal?

«Nous ne sommes pas au service de la Ville de Lyon et elle n'intervient pas dans nos décisions quotidiennes», explique le directeur de la SACVL, Gérard Klein. Si les règles de fonctionnement de sa compagnie sont les mêmes que celles d'une entreprise privée, la rentabilité n'est toutefois pas le but ultime: «Bien sûr que cela doit être rentable, explique-t-il, mais lorsqu'on lance un nouveau projet, on organise des débats avec les élus, les locataires et le privé afin de travailler avant tout dans l'intérêt tant de la société que de la ville.»

La Société anonyme de construction de la ville de Lyon a été créée en 1954 par le maire de l'époque pour que les employés municipaux échappent à la grave crise du logement qui frappait alors le pays. L'entreprise a cependant été rudement mise à l'épreuve au milieu des années 1990 où gaspillage, mauvaise gestion et détournement d'argent ont été mis à jour. Depuis, la direction de l'entreprise a été complètement renouvelée et la compagnie a retrouvé son équilibre budgétaire en 1998. Aujourd'hui, elle compte plus de 200 employés.

Des logements «sociaux»

La SACVL est ainsi revenue à son engagement initial de répondre à la demande de logement des classes moyennes frappées par les hausses de prix. «Environ 80 % de nos 8154 logements sont offerts à un prix inférieur de 15 % à celui du marché. Et l'autre 20 % est constitué de logements offerts au prix du loyer social», explique Gérard Klein. Et cela n'empêche pas l'entreprise de faire des profits: elle a notamment versé 300 000 euros en dividendes à la Ville de Lyon l'an dernier. Et tout cela, sans toucher un seul euro de subvention!

Car si beaucoup d'organismes «fabriquent» du logement social en France, cela nécessite beaucoup de temps et une perte de liberté dans la gestion du projet. «Bien sûr, on réalise un peu moins de profits que l'on pourrait en faire, dit Gérard Klein, mais cela nous permet d'élaborer du logement social sans avoir besoin de passer par toutes les démarches de subvention du gouvernement.» Ce qui rend l'opération beaucoup plus rapide et permet de conserver une indépendance de décision. Bref, de mettre l'efficacité du privé au service de l'intérêt général. Pas tout à fait un partenariat public-privé, mais pas si éloigné non plus.

Fonctions mixtes

Si la SACVL a toujours été une entreprise dédiée au logement, elle devient peu à peu une «généraliste» du domaine immobilier. C'est que, pour être réellement efficace, lui permettre de réduire les prix de ses logements et de dégager un bénéfice d'exploitation, la SACVL utilise l'approche de la «mixité des fonctions». En gros, il s'agit d'utiliser les premiers étages d'un immeuble pour des bureaux et autres activités commerciales alors que les étages plus élevés sont transformés en logements ou en ateliers d'artistes. Cette mixité lui permet d'être doublement utile pour son actionnaire principal en versant des dividendes tout en produisant des logements abordables et des immeubles à bureaux. «La Ville ne juge donc pas notre activité uniquement en fonction des dividendes qu'elle reçoit», dit Gérard Klein.

La condition demeure cependant que le monde politique n'interfère pas dans la gestion de l'en-

treprise. Bien qu'une majorité d'élus soient présents au sein de son conseil d'administration, cela ne lui conférerait que l'assurance d'obtenir plus rapidement et facilement les permis de construire qu'elle convoite. «On n'embarque pas dans un système où on va privilégier tel ou tel autre projet parce que cela est électoralement porteur», affirme Gérard Klein. Il est important de résister aux pressions politiques. En général, cela est assez simple à accomplir.»

Des listes d'attente

Les activités de la SACVL s'orientent maintenant vers les développements qui impliquent la mise en œuvre de réflexions urbanistiques. En plus de la mixité fonctionnelle et sociale, l'entreprise veut dorénavant ajouter une «mixité d'opérateurs» dans ses projets. L'un d'eux consiste notamment en la transformation d'un ancien hôpital vétuste en logements, bureaux, hôtels, restaurants, Centre des cultures du monde et Maison du christianisme. Rien de moins. La réfection d'un autre immeuble, dans le troisième arrondissement de la ville, permettra pour sa part d'y installer un commissariat de police.

Les projets de la SACVL s'inspirent désormais de l'analyse de l'environnement, de l'histoire du lieu et des orientations définies par les responsables en matière de développement et de reposition urbains. L'intégration architecturale permet aussi à ses réalisations d'avoir une cohérence urbaine. L'art y tient une place importante, mais toujours dans cette recherche d'amélioration des espaces publics.

Malgré sa discrétion relative, ses réalisations sont si populaires que l'entreprise ne fait aucune publicité pour trouver des locataires: «Nous avons déjà plus de 2000 personnes inscrites sur nos listes d'attente pour profiter de nos produits, qui fournissent un excellent rapport qualité-prix», dit Gérard Klein. Chaque année, la SACVL investit plus de 35 millions d'euros dans l'acquisition et la construction d'immeubles. Le directeur classe son entreprise au rang de PME: «Notre statut juridique nous permet de faire beaucoup de choses avec un dynamisme et un temps de réaction rapide.» Un statut qui permet aussi à la collectivité d'avoir un contrôle sur les orientations de cette entreprise, car la Ville a un accès direct à ses comptes.

## • LES ARTS ET LA VILLE •

Montréal et Trois-Pistoles

# Admettre (et soutenir) la diversité culturelle

Une école de langues pour une ville de 4000 habitants

Le faible taux de natalité pousse le Québec, depuis plusieurs années déjà, à s'appuyer sur l'immigration pour contrebalancer la décroissance démographique. D'ores et déjà, on peut affirmer que les nouveaux arrivants ont su remodeler à leur façon la province. Par ailleurs, cette réalité prend des formes différentes selon qu'il s'agit d'une métropole comme Montréal ou d'une petite municipalité régionale comme Trois-Pistoles. Deux villes, deux cultures, deux adaptations différentes.

ULYSSE BERGERON

Une métropole multiculturelle où se côtoieraient et seraient diffusées les créations et les œuvres d'art de plusieurs dizaines de communautés culturelles, voilà l'image de Montréal que l'on aime projeter. Mais dans les faits, selon la directrice de Montréal, arts interculturels (MAI), les « formes émergentes » artistiques issues des cultures immigrantes ont toujours de la difficulté à se faire voir et entendre de la population montréalaise. Trop souvent, les artistes provenant des communautés culturelles resteraient cloisonnés à celles-ci. Raison: « Ils ne sont pas assez soutenus. Ils pratiquent leur art, mais trop souvent ils doivent rester confinés à des contextes communautaires. »

### Ville multiculturelle

Pourtant, Montréal est bel et bien une métropole multiculturelle. « Dans plusieurs écoles de l'île de Montréal, on sait déjà que près de la moitié des élèves sont issus de l'immigration ou du déplacement. Ça signifie du même coup que, d'ici peu de temps, la population va être à l'image de cela », rappelle Mme Lachance.

Cette réalité indéniable ouvre toute grande la porte à une « diversité culturelle incroyable qui est fort intéressante d'un point de vue artistique », confie-t-elle. Ce passage d'un biculturalisme dominant à un multiculturalisme

me évident oblige selon elle « les gens qui ont l'habitude d'assurer la gestion de l'art et de la culture à s'adapter à de nouvelles propositions artistiques ». En ce sens, l'immigration peut être perçue comme un moteur de changement sur le plan des structures sociales qui appuient et soutiennent normalement les démarches artistiques.

Mais cette transition ne se ferait pas aussi facilement qu'on le laisse entendre. Car « il y a une réelle difficulté pour les formes émergentes issues d'autres cultures à obtenir une tribune, à entrer dans un réseau » qui est davantage formé selon les demandes et besoins des communautés francophone et anglophone de la ville.

« Et je ne pense pas que l'explication de ce phénomène soit attribuable au public. Car généralement le public est intéressé par ces démarches-là; il est intéressé par les nouvelles tendances. » À ce sujet, une récente étude sur les diversités artistiques à Montréal, réalisée par l'Association des études canadiennes, démontre justement que les citoyens de la métropole sont généralement réceptifs aux nouveautés artistiques émanant des communautés culturelles implantées en sol québécois.

Le MAI se veut d'ailleurs une solution à ces contraintes. Doté d'un théâtre, d'une galerie, d'un café et de deux salles de répétition, le regroupement est en quelque sorte la vitrine des créations interculturelles montréalaises. Officiellement accessible au public depuis 1999, l'organisation sans but lucratif désire se positionner au confluent des activités artistiques culturelles de la métropole. Une démarche qui porte actuellement fruits, assure la présidente.

L'apport de ces artistes est immense, indique-t-elle. « Leurs démarches artistiques et intellectuelles sont très approfondies. Ils amènent une réflexion différente sur l'art. » Mais, on s'en doute, l'impact dépasse la simple réflexion. Concrètement, les tendances artistiques issues des diverses communautés se forment et se mélangent aux tendances plus traditionnelles de la métropole. Résultat: « Cela crée un côté "patchwork", en ce sens que plusieurs cultures se côtoient. Mais avec le temps, celles-ci se mélangent et forment en quelque sorte un nouveau tricot culturel. » Et c'est là que résiderait la réelle puissance des démarches artistiques de ce type.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR  
Sylvie Lachance, directrice de Montréal, arts interculturels.

### Immigration réussie à Trois-Pistoles

En région, la réalité est bien différente. Avant d'être vue comme un apport culturel, l'immigration est davantage perçue comme un moyen mis en place afin d'assurer la survie démographique régionale. Depuis 2002, la municipalité de Trois-Pistoles est en pleine campagne de recrutement. « Concernant l'immigration, il y a eu une entente qui a été signée entre la Conférence régionale des élus et la Ville de Trois-Pistoles, qui avait signifié son intention de recevoir un premier groupe d'immigrants réfugiés politiques », ex-

plique le directeur du Centre d'accueil en formation des langues de Trois-Pistoles, Michel Rioux.

Et l'initiative semble fonctionner. Sur les 27 immigrants s'étant installés dans la municipalité du Bas-Saint-Laurent, il en reste 23. « Seulement deux familles ont quitté », explique-t-il, ajoutant aussitôt que celles-ci avaient dû le faire pour des raisons de formation professionnelle. « Le taux de rétention nous permet donc de dire qu'il s'agit là d'une réussite. »

« On a réussi à implanter un système qui leur permet de se sentir et de devenir des citoyens de Trois-Pistoles à part entière », s'enorgueillit-il. Chaque famille d'immigrants est jumelée à une famille de Trois-Pistoles, ce qui permet sur plusieurs aspects l'intégration des nouveaux arrivants. Plusieurs services ont d'ailleurs été développés à cet effet. Les divers intervenants de la communauté ont mis la main à la pâte: organisations communautaires, clubs sociaux, etc.

La décroissance démographique a poussé les régions à mettre en branle des opérations dignes de *La Grande Séduction*. Le directeur de l'école de langues ne cache pas l'intention de la municipalité d'accueillir davantage de familles immigrantes: « On prévoit recevoir annuellement environ sept à huit familles composées d'environ trois ou quatre personnes. » Ce nombre, qui peut sembler infime, prend toute sa signification lorsqu'on le remet en perspective: la municipalité ne compte que 4000 résidents.

Trois-Pistoles a été choisie parmi l'ensemble des municipalités pour les forces qu'elle a su développer au fil des années avec son centre d'accueil. L'école fête cette année son 73<sup>e</sup> anniversaire, ce qui ferait d'elle la plus vieille école de langues au pays. « Le fait de recevoir chaque année des centaines d'étudiants dont plusieurs sont étrangers a certainement joué en notre faveur », indique-t-il. Il conclut en assurant que l'intégration des familles d'immigrants a contribué au développement de nouvelles perspectives culturelles qui devraient éventuellement se faire sentir. À part quelques commentaires inévitables comme « ces gens-là vont venir nous enlever des emplois », le directeur assure que la réticence des citoyens de Trois-Pistoles, s'il y en a une, « s'est très peu fait sentir ».

Ville-Marie

## Un PPP culturel en région

Bientôt une salle de spectacle dans le Témiscamingue

Comment faire convoler en justes noces dans un projet commun deux organismes culturels qui sont, par définition, diamétralement opposés en matière de valeurs sociales? La réponse se trouve dans la région du Témiscamingue. Observations.

THIERRY HAROUN

Sise dans le Témiscamingue à 135 km au sud-ouest de Rouyn-Noranda, la municipalité de Ville-Marie compte près de 2800 habitants. Et c'est dans ce coin reculé du Québec que prend forme un formidable ménage à deux — c'est à tout le moins ce qui se dégage des témoignages recueillis — entre une corporation à but non lucratif et une entreprise privée, en l'occurrence la Corporation Augustin-Chénier et les Productions de la Rive inc.

Le projet? Reconvertir une salle de cinéma en une infrastructure multifonctionnelle à vocation culturelle qui permettra, dès son ouverture, prévue en juillet prochain, de présenter des films et des spectacles de tous ordres, le tout coiffé par une entente signée par les deux parties impliquées dans cette aventure rurale de 2,7 millions de dollars en provenance des divers ordres gouvernementaux, du milieu et de partenaires privés, dont la forestière Tembec.

Tout d'abord, une mise en contexte géographique s'impose, soutient Réal Couture, président de la Corporation Augustin-Chénier. « Le Témiscamingue est une petite région agricole située à l'extrême ouest du Québec, donc près des frontières de l'Ontario, qui s'étend sur 19 000 km<sup>2</sup> et dont la population, qui est au



SOURCE VILLE-MARIE  
La reconversion de la vieille salle permettra de présenter des films et des spectacles de tous ordres.

nombre de 17 000 personnes, est répartie dans une vingtaine de petites municipalités. »

De fait, dit-il, cette couleur toute rurale s'inscrit parfaitement dans les objectifs premiers de ce projet fédérateur qui offrira aux Témiscamiens un point de chute culturel. Un projet qui se tramait depuis bon nombre d'années. « Il faut savoir qu'au moment où les Productions de la Rive sont arrivées dans ce dossier vers l'an 2000, notre corporation travaillait depuis une quinzaine d'années à la mise en place d'une salle de spectacle parce que notre emplacement, qui était situé dans le sous-sol d'une ancienne école qui servait à la fois de salle d'exposition et de spectacle, ne répondait plus aux normes prescrites par le ministère de la Culture. »

Dès lors, et avec le soutien de l'ex-député péquiste de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, Rémy

Trudel (aussi ex-ministre des Régions), des négociations ont été entreprises entre les acteurs intéressés par la création d'une salle de spectacle de 300 places, et qui aurait à la clé un partenariat privé-public (eh oui, même à l'échelle culturelle, madame la Marquise!).

« Même si nous avions notre propre petite clientèle dans le cinéma, lance pour sa part Stéphane Labrie, vice-président des Productions de la Rive, nous voulions de notre côté développer notre entreprise et, tant qu'à détenir des locaux, on s'est dit qu'on était aussi bien de les mettre à la disposition d'autres personnes aux fins de spectacles, par exemple. »

Désormais, c'est la Corporation Augustin-Chénier qui est propriétaire de l'ancien cinéma de Ville-Marie, datant de la dernière grande guerre, puisque les Productions de la Rive ont cédé leurs droits de propriété sur le bâtiment

à la Corporation par bail emphytéotique. Cette transaction a permis aux instances publiques d'injecter les sommes nécessaires aux fins de rénovations, notamment. « On comprend bien, dit M. Couture, que les gouvernements n'auraient pas investi dans une entreprise privée. »

Et l'entente signée par les parties, poursuit Réal Couture, « définit de façon bien concrète les priorités de chacun, le partage des coûts de fonctionnement et d'entretien ainsi que l'embauche d'une personne-ressource, et ce à coûts partagés. »

Tout semble bien circonscrit sur papier, mais qu'en sera-t-il sur le plancher... de la caisse enregistreuse? « À l'évidence, c'est tout le défi qu'on aura à relever pour s'assurer que le projet d'entente fonctionne pour le mieux, croit M. Couture. Mais c'est dans le vécu qu'on pourra mettre en application un modus vivendi. D'autant qu'on espère aussi qu'entre aujourd'hui et la fin des travaux de rénovation ne s'ajouteront pas d'autres coûts ou imprévus qui nous entraîneraient vers une situation difficile. »

Les travaux vont bon train, assure de son côté Stéphane Labrie. Et la transformation des lieux est majeure: démolition, excavation, bétonnage, coffrage, armature, pose de la structure d'acier et du drain de fondation, aménagement de la scène, de l'acoustique, du parterre, de loges pour les artistes; et c'est sans parler des améliorations apportées aux aires de service. Malgré l'ampleur de la modification des espaces, M. Labrie tient à dire « qu'on a su garder le cachet architectural du bâtiment. »

### Sur la scène

Un modus vivendi doit également permettre d'adapter les lieux aux besoins propres des organismes culturels. « Étant donné

que cet endroit servira à la fois de salle de cinéma et de spectacle, il faut se fonder en partenariat. Par exemple, soumet M. Labrie, on a prévu un espace dans l'arrière-scène pour les artistes qui pratiquent le théâtre d'été, de sorte qu'ils puissent monter les décors. Et de notre côté, nous avons installé notre écran en avant pour qu'on puisse le descendre et le remonter. »

« Donc, poursuit-il, disons qu'un lundi d'été on diffuse un film de 18h à 19h30. Une fois le film terminé, les gens quittent, on fait un ménage majeur, on lève l'écran, les rideaux sont prêts et d'autres personnes se présentent pour le spectacle de 20h. » Et quel film baptisera la nouvelle salle? « On espère que ce sera *Aurore*, l'enfant martyr. »

### La communauté

Cette nouvelle entité culturelle,

dont le nom reste à trouver — avis aux intéressés — et qui comblera un vide dans la région, n'aurait pas pu voir le jour sans un soutien indéfectible de la communauté témiscamiennne. Et la palette d'organismes ayant apporté leur soutien à ce projet couvre un large éventail sociétal: le Centre des femmes, l'Association des parents d'enfants handicapés, la Société d'histoire du Témiscamingue, la Compagnie de théâtre Tandem, le Centre Rouyn-Noranda des jeunes musicales du Canada, le Cercle des écrivains de l'Abitibi-Témiscamingue, une radio locale, la Conférence régionale des élus et ainsi de suite.

« Ce projet est un exemple type de prise en main par le milieu, d'autant que ce lieu de diffusion profitera à nos artistes en région », se réjouit Réal Couture.



Déjà 40 ans pour la culture

La littérature. Les arts visuels. La musique. Les arts de la scène. Le chant chorale.

À Laval, depuis déjà 40 ans, la culture s'exprime et rayonne. Et le meilleur est encore à venir. [www.ville.laval.qc.ca](http://www.ville.laval.qc.ca)



Déjà 40 ans d'avenir

Ville hôte du Mondial choral Loto-Québec Du 22 au 30 juin 2005

La culture au cœur de nos vies

Tradition d'excellence, expression de la créativité et de la vitalité de nos gens, acteurs du milieu culturel et partenaires de notre développement.

Drummondville, une force d'avenir... avec vous!

Ville de Drummondville

## ♦ LES ARTS ET LA VILLE ♦

Villages urbains:

# Vies de quartier

## La Ville de Gatineau implante 16 «villages» sur son territoire

La ville de Gatineau ouvre ses portes aux élus et aux représentants municipaux, ainsi qu'aux artistes et aux intervenants du milieu culturel, dans le cadre du 18<sup>e</sup> colloque Les Arts et la Ville, qui se déroule du 11 au 13 mai prochain. Parmi les sujets abordés, celui des «villages urbains», un concept ambitieux qui se développe au cœur même de la ville d'accueil.

DAPHNÉ ANGIOLINI

Comment faire évoluer ses citoyens dans un cadre de vie stimulant et attrayant, où il est aisé d'accéder à une multitude de services et où la responsabilité civique est garante d'une meilleure qualité de vie? La Ville de Gatineau a répondu à cette question en implantant sur son territoire 16 villages urbains, un projet tout neuf, évolutif et tourné vers la communauté, qui mise sur le respect des différents milieux de vie que la ville abrite.

### Identité, proximité et densité

Les nombreuses fusions municipales du début des années 2000 ont redessiné la carte du Québec. Dans la foulée, la nouvelle grande ville de Gatineau est née, avec la réunion de cinq secteurs aux histoires et aux caractéristiques bien distinctes, soit Gatineau, Hull, Aylmer, Buckingham et Masson-Angers. Lors de l'élaboration du plan stratégique de la nouvelle ville, les élus municipaux ont consulté les citoyens pour comprendre de quelle manière ils vivaient ce changement radical. «La communauté avait à cœur de respecter le milieu de vie de chaque quartier pour ne pas créer une ville homogène», dit Suzanne Dagenais, chef de la planification stratégique à la Ville de Gatineau. C'est ainsi qu'à la lumière de consultations publiques, le concept des villages urbains fut créé. Le plan d'urbanisme sera adopté en juin prochain et mis en application trois mois plus tard.

Les 16 villages urbains ont été divisés en fonction des particuli-

tés des milieux de vie de chaque secteur et des infrastructures déjà existantes. Des développements de nature différente verront le jour pour répondre aux besoins hebdomadaires des résidents. «Le but est de favoriser l'émergence d'un sentiment d'appartenance. Lors de la fusion, les citoyens ont verbalisé leurs besoins et leurs craintes. Respecter les identités locales était un engagement électoral», affirme le maire de Gatineau, Yves Ducharme.

Par exemple, on envisage la construction de quelques commerces de proximité (épiceries, boulangeries) là où les résidents doivent pour l'instant parcourir plusieurs kilomètres pour faire leurs courses. De la sorte, les gens n'auront qu'à marcher pour accéder aux services de base, ce qui réduira l'utilisation de la voiture et assainira l'air. Résultat: une meilleure qualité de vie. «La proximité des gens favorise la communication entre eux. Cela crée un environnement, une ambiance. Ce concept [les villages urbains] recèle une philosophie de vie», explique Patrick Déoux, urbaniste chez TecSult inc. Dans cet esprit, le nouveau plan d'urbanisme de Gatineau prévoit notamment la construction de centres d'emploi à distance de marche des milieux de vie des résidents.

Mais chaque secteur de Gatineau a ses besoins propres. «Dans un village du secteur d'Aylmer, les gens ne veulent pas de nouveaux commerces. Ils se considèrent comme le poumon de la ville grâce à leurs quatre ou cinq terrains de golf. Le besoin est donc de créer des lieux récréatifs ou d'accueil», nuan-



Maquette du monument Bélanger-Thériault qui sera inauguré en 2006 pour célébrer le 100<sup>e</sup> anniversaire d'une grève engendrée par le désir de syndicalisation des travailleurs.

ce Patrick Déoux, qui a participé à l'élaboration du concept de village urbain à Gatineau et le perçoit, entre autres, comme un retour au village d'antan, où les gens marchent dans des rues libres de voitures et se remplissent les poumons des odeurs de pain et de café frais qui émanent des commerces environnants. «Il y a 30 ou 40 ans, on développait des secteurs résidentiels en banlieue. Mais aujourd'hui, on réalise que cela provoque des problèmes de congestion et de pollution, alors on tente de retourner encore plus loin en arrière», explique-t-il.

Un autre village, à cheval entre Hull et Aylmer, est marqué par la présence de nombreux commerces à grande surface. Les gens ont donc exprimé le désir de

voir ouvrir plus de cafés-terrasses et autres endroits chaleureux et personnalisés. «Les villages urbains permettent d'écouter ce que veulent les gens et de les servir», poursuit l'urbaniste.

Le concept des villages urbains favorise également la création de types de logement diversifiés afin d'accueillir une population dense et variée au sein d'un même secteur. Patrick Déoux est d'avis qu'une grande densité favorise le développement du transport en commun. D'ailleurs, le secteur de Gatineau prévoit implanter sous peu le projet Rapibus, qui repose sur la création d'une voie de transport réservée aux autobus. De plus, une piste cyclable serait aménagée le long de cette voie. «C'est un projet structurant pour le

concept de village urbain. Ça sort les gens de leur voiture et diminue l'étalement urbain», souligne M. Déoux.

«Nous voulons notamment favoriser une prise en charge de l'environnement en développant le transport en commun ou le transport durable comme la bicyclette», explique Suzanne Dagenais. Le citoyen détient ainsi un pouvoir et une responsabilité civique. Il y a un arrimage étroit entre la ville et ses résidents», ajoute-t-elle.

### Et la culture dans tout ça?

La Ville de Gatineau vient de se doter d'une politique culturelle qui l'engage, entre autres, à consacrer à la culture 1 % du budget de tout nouveau projet

développé sur son territoire. Par exemple, si un boulevard est rénové, on va tenter d'intégrer une œuvre d'art le long de celui-ci afin d'embellir le paysage. «Il est important de mettre de l'avant une politique d'intégration de l'art à l'architecture», dit Louise Poirier, conseillère municipale et présidente de la Commission de la culture, des arts, des lettres et du patrimoine de Gatineau.

Celle-ci désire implanter des panneaux patrimoniaux et éducatifs qui raconteront l'histoire des maisons et expliqueront le nom des rues qui jalonnent son quartier.

Un autre élu municipal souhaite aménager un parc de lecture dans sa localité en y installant des bancs, des statues ou des plaques qui racontent l'histoire des auteurs de la région. A Buckingham, une plaque commémorative et une sculpture portant le nom de monument Bélanger-Thériault seront inaugurées en 2006 pour célébrer le 100<sup>e</sup> anniversaire d'une grève engendrée par le désir de syndicalisation des travailleurs de l'époque. Deux citoyens y avaient perdu la vie. Cette ode à la culture favorise bien sûr une certaine démocratisation de l'art en le rendant facilement accessible à tous.

De plus, «la culture est reconnue comme étant un élément qui améliore la qualité de vie et joue un rôle majeur dans le développement économique. Elle contribue à garder les artistes en région et à favoriser le tourisme», croit Louise Poirier.

Lors de l'atelier présenté au colloque qui débute ce mercredi, il sera question d'un projet de village urbain qui se développe actuellement dans l'ouest d'Ottawa. Déjà populaire aux États-Unis, en Ontario et en Colombie-Britannique, peut-être le concept fera-t-il bouler de neige au Québec... «En tant qu'êtres humains, on ne peut s'empêcher de réagir positivement à ce qui est bon et accrocheur», conclut Patrick Déoux.

Québec,  
une ville d'art et d'histoire

VILLE DE  
QUÉBEC

# POUR la culture voir

Les mesures pour les arts et la culture dans le Budget 2005 - 2006

témoignent de l'engagement indéfectible du gouvernement en faveur de l'épanouissement de l'identité québécoise et de sa volonté d'accroître la participation de partenaires privés à l'économie de la culture.

- Placement-Culture: création d'un fonds d'appariement de 5 M\$ pour stimuler les investissements privés dans la culture.
- Injection additionnelle de 5 M\$ dans le réseau des musées du Québec.
- Inscription des institutions muséales au volet touristique de la stratégie de développement économique des régions-ressources, dotée d'une enveloppe de 5 M\$.
- Bonification de mesures fiscales pour inciter les entreprises à acquérir des œuvres d'art ou à s'abonner aux expositions muséales et aux spectacles de variétés.
- Un budget de 542 M\$ en 2005-2006.

C'est votre budget, consultez-le  
[www.mcc.gouv.qc.ca](http://www.mcc.gouv.qc.ca)

Québec